



---

**DÉCLARATION**

---

94/7

**SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS**

**NOTES POUR UNE ALLOCUTION**

**DE**

**L'HONORABLE ANDRÉ OUELLET,**

**MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,**

**À L'OCCASION DU DÉBAT**

**SUR L'EXAMEN DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE**

**DU CANADA**

**OTTAWA (Ontario)**

**Le 15 mars 1994**

Monsieur le Président,

Nous croyons qu'il est grand temps d'examiner notre politique étrangère à la lumière des changements survenus dans le monde, de nos intérêts nationaux, mais aussi à la lumière de nos capacités et des nouvelles contraintes que nous connaissons aujourd'hui.

Comme le savent les membres de la Chambre, le chapitre sur la politique étrangère du Canada dans le Livre rouge<sup>1</sup> dressait la liste des initiatives que le gouvernement libéral entendait poursuivre. Depuis ma nomination au poste de ministre des Affaires étrangères, le 4 novembre dernier, j'ai pris les mesures nécessaires afin d'atteindre ces objectifs.

Ainsi, le gouvernement ratifiera bientôt la Convention sur le droit de la mer. Nous reconnaissons le désir des Canadiennes et des Canadiens de voir un mécanisme international de contrôle des pêcheries en haute mer plus efficace. À cette fin, mon collègue le ministre de Pêches et des Océans, l'honorable Brian Tobin, se rendra à New York dans le courant de la semaine pour participer à une conférence extraordinaire des Nations Unies [ONU] sur cette question.

Par ailleurs, j'ai demandé aux fonctionnaires de mon ministère de produire un document de travail sur les grandes questions touchant à la réforme de l'ONU, alors que nous nous préparons à célébrer le 50<sup>e</sup> anniversaire de cette organisation en 1995. Nous avons accordé une importante contribution financière à l'Association canadienne des Nations Unies afin de l'appuyer dans ses efforts de sensibiliser la population canadienne à la réforme de l'ONU, dans le contexte de ce 50<sup>e</sup> anniversaire.

De concert avec ma collègue la ministre de l'Environnement, l'honorable Sheila Copps, je poursuis les efforts pour placer le développement durable au centre de nos programmes d'aide internationale.

Dans notre Livre rouge, nous avons parlé de notre volonté de démocratiser l'élaboration de la politique étrangère canadienne. Notre volonté est toujours aussi ferme, Monsieur le Président. C'est ainsi qu'il me fait plaisir d'ouvrir aujourd'hui en cette Chambre le débat sur l'examen de la politique étrangère du Canada.

Nous nous sommes aussi promis de doter le Canada d'une politique étrangère indépendante. Il est clair, Monsieur le Président, que le premier pas vers une politique étrangère indépendante est d'être à l'écoute des préoccupations et des intérêts des

---

<sup>1</sup> Pour la création d'emplois, pour la relance économique : le Plan d'action libéral pour le Canada, publié par le Parti libéral du Canada, Ottawa, 1993.

Canadiens et des Canadiennes. Pour démocratiser la politique étrangère du Canada, il nous faut élargir le processus de consultation publique et redonner au Parlement son rôle premier : représenter les intérêts et les préoccupations des habitants de ce pays.

Nous avons promis un rôle plus important pour le Parlement dans l'élaboration de notre politique étrangère. C'est chose faite, Monsieur le Président. Les membres de cette Chambre ont pu débattre notre rôle de maintien de la paix en Bosnie ainsi que les essais des missiles de croisière au Canada. Comme je l'ai promis aux membres du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, la Chambre des communes aura l'occasion dans les mois et les années à venir de débattre les sujets difficiles qui marquent notre époque.

Mais nous allons aussi inviter la population à participer activement à la politique étrangère de ce pays. Ainsi, nous allons tenir les 21 et 22 mars un Forum national sur les relations internationales du Canada. Ce forum sera parrainé par trois ministres : le ministre du Commerce international, le ministre de la Défense et moi-même. Le premier ministre, le très honorable Jean Chrétien, présidera l'ouverture des travaux du Forum. Plus d'une centaine de personnalités canadiennes de différents milieux seront invitées à examiner les grandes directions de notre politique étrangère en tenant compte des changements bouleversants de ces dernières années. Leurs remarques seront des plus utiles lorsque nous ferons le bilan de notre politique étrangère. Nous devrions être en mesure de déterminer quelles sont les politiques qui continuent à servir nos intérêts et quelles sont celles qui méritent d'être reformulées.

Le gouvernement demandera, après la tenue du Forum, à un Comité parlementaire mixte d'entreprendre son propre examen de la politique étrangère canadienne, y compris l'examen de nos programmes d'aide. Bien entendu, j'informerai le Comité des résultats du Forum national afin d'aider mes collègues parlementaires dans leur travail de réflexion. J'espère que le Comité aura l'occasion d'entendre les opinions et les points de vues de tous les Canadiens et les Canadiennes à travers le pays.

Pendant ce temps, Monsieur le Président, le gouvernement continuera de consulter les Canadiens et les Canadiennes sur une vaste gamme de sujets. Les récentes consultations annuelles sur les droits de la personne avec les organisations non gouvernementales [ONG] ont été très fructueuses alors que nous nous préparons pour la Commission sur les Droits de l'Homme à Genève, cette année. La récente Semaine du développement international a été pour moi plus qu'un simple exercice d'écoute. Elle m'a permis de poursuivre et de développer les liens de coopération avec nos interlocuteurs.

Je tiens à souligner l'importance que j'accorde au processus de consultation. Le Forum et les travaux du Comité sont loin d'être la dernière étape de ce processus de consultation. En effet, j'entends poursuivre mes propres rencontres avec des représentants des divers groupes engagés dans les relations internationales de ce pays.

Le Forum national, les efforts du Parlement ainsi que les consultations bilatérales forment la base de notre examen de la politique étrangère. Mais ceci n'est qu'un premier pas, Monsieur le Président. J'aimerais souligner que tout ceci marque le début d'un processus continu. En effet, le gouvernement entend faire du Forum national un événement annuel. Nous pourrions fort bien demander au Forum national, dans les prochaines années, d'examiner certains aspects particuliers de la politique étrangère canadienne. Le gouvernement cherche à maintenir un examen continu de sa politique étrangère auquel participeront les habitants de ce pays ainsi que leurs représentants élus. Dans ce monde où les changements rapides et bouleversants sont la norme, nous devons élaborer un mécanisme souple et efficace. C'est ce que nous avons fait, Monsieur le Président, et j'en suis fier.

Le gouvernement s'empressera de présenter son propre rapport sur la politique étrangère au début de l'année prochaine. Nous avons hâte d'étudier les recommandations du Comité, afin d'élaborer les grandes lignes de notre politique étrangère.

Tout en étant engagés dans notre examen de la politique étrangère, nous ne pouvons pas ignorer nos responsabilités internationales. Nous devons à la fois agir sur la scène internationale et examiner cette action. Cette année, cinq grandes rencontres multilatérales, auxquelles participe le Premier ministre, nous offrent la possibilité de mettre en oeuvre nos idées. Je pense au récent sommet de l'OTAN [Organisation du traité de l'Atlantique Nord] en janvier, au sommet des pays du G-7 [Groupe des sept pays les plus industrialisés] en juillet, au sommet de l'OEA [Organisation des États américains] en septembre, à celui de l'APEC [Coopération économique de l'Asie-Pacifique] en novembre et finalement au sommet de la CSCE [Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe] en décembre. Nous serons donc très présents sur la scène internationale dans les mois à venir. Nous devons saisir cette occasion d'y faire connaître nos vues et nos intérêts.

Le gouvernement actuel a été élu avec un mandat, celui de renouveler notre économie, notre société, notre intégrité politique et notre confiance en l'avenir. Nous avons déjà entrepris ce travail difficile et nous savons qu'il reste encore beaucoup à faire. Les obstacles sont nombreux, mais il ne fait aucun doute que nous devons aller de l'avant.

C'est ici, au pays, qu'il nous faudra faire face à des tâches et des choix des plus difficiles. Comme nous l'indiquons dans le Livre rouge, «nos objectifs nationaux, créer des emplois, protéger l'environnement, renforcer l'unité nationale, enrichir la spécificité culturelle des Canadiens et assurer la sécurité publique, sont inextricablement liés à nos interventions internationales».

La communauté internationale se heurte à d'épineux problèmes et les pays devront se concerter pour trouver des solutions. Qu'il s'agisse d'économie, de sécurité internationale, de respect du droit international, il n'est pas un pays qui puisse s'isoler. Nous faisons face à des fardeaux communs et nous avons en commun des liens que nous ne pouvons pas rompre.

Ce gouvernement sait à quel point la tâche de renouveau national est ardue. Mais nous savons aussi que notre bien-être en tant que pays dépend d'un environnement international stable dans lequel nous serons en mesure de prospérer. Comme le disait le Premier ministre dans notre Livre rouge, «le Canada a toujours su s'adapter aux changements et surmonter l'adversité. Ce sera aussi la clef de notre avenir».

Nous ne pouvons pas dissocier les changements survenus à l'étranger de ceux survenus chez nous. Nous devons faire preuve de détermination, d'imagination et de courage. Nous sommes confiants que nous réussirons à relever les défis de notre époque.

Nous aurons cependant besoin de l'appui et de la confiance de tous les Canadiens et les Canadiennes afin de relever ces défis extraordinaires. Nous avons démontré notre volonté de résoudre les problèmes de ce pays de façon collégiale, ouverte et coopérative. Le processus d'examen de notre politique étrangère que je lance aujourd'hui entend poursuivre ces mêmes principes.

Pourtant, nous ne cherchons pas à jouer aux iconoclastes, Monsieur le Président. Nous ne cherchons pas à renier toutes les valeurs qui nous ont guidés dans la conduite de notre politique étrangère jusqu'à maintenant. Nous devons arriver à un équilibre entre continuité et changement. Il existe beaucoup d'éléments solides de notre politique étrangère qui demeurent valables et nécessaires encore aujourd'hui, des objectifs et des caractéristiques qui ont contribué à nous définir comme nation indépendante aux yeux de la communauté internationale.

Au moment d'entamer ce processus d'examen de la politique étrangère, sachons discerner ce qui nous a bien servi, les politiques qui nous ont valu le respect et l'admiration de la communauté internationale, c'est-à-dire les positions que nous avons prises et les progrès que nous avons accomplis dans des domaines essentiels tels que la paix et la sécurité, les

relations Nord-Sud et les droits de la personne. Nous pouvons être fiers du rôle de premier plan que le Canada a joué dans le passé dans le combat international contre l'apartheid en Afrique du Sud, et fiers de la vision qui a inspiré le rôle du Canada dans la création du maintien de la paix.

Nous avons constamment défendu nos valeurs et nos intérêts sur le plan international, non pas par la force des armes ou par une diplomatie belliqueuse, mais bien par la force de la raison et de l'engagement.

Nous avons toujours exercé de bon gré nos responsabilités en tant que citoyens du monde, en cherchant à instaurer une compréhension internationale par la coopération multilatérale.

Plutôt que de nous retrancher derrière le protectionnisme, nous nous sommes ouverts au commerce international et aux investissements étrangers. Le Canada a joué un rôle clé dans les efforts qui ont mené au succès de l'Uruguay Round et à la création de l'Organisation mondiale du commerce.

Notre appui à la paix et à la sécurité, à la prospérité du monde et au développement international, au respect des droits de la personne, à la démocratie et au bon gouvernement, à la primauté du droit et au libre-échange repose sur des bases solides, sur lesquelles nous continuerons de bâtir. Ces éléments continuent à être des objectifs primordiaux. Si des événements remarquables survenus ces dernières années nous donnent espoir, les temps modernes sont, malheureusement, toujours aussi dangereux : la guerre dans les Balkans en est un exemple, malheureusement, trop flagrant.

Les menaces qui pèsent sur notre sécurité changent rapidement. Nous continuerons de délaisser les structures de sécurité destinées à l'origine à contenir la menace soviétique, au profit de nouvelles conçues pour la gestion du risque et de l'imprévisible.

Nous devons donc examiner l'avenir des organisations multilatérales telles que l'OTAN et la CSCE. Nous devons aussi redéfinir le rôle des Nations Unies et des organisations régionales telles que l'OEA.

Nous devons aussi tuer dans l'oeuf les nouvelles sources de conflits possibles en poursuivant notre aide aux programmes de démantèlement des armes nucléaires, en élargissant et en faisant respecter les traités de non-prolifération, notamment en Corée du Nord, en Asie du Sud et au Moyen-Orient.

Les armes de destruction de masse, chimiques et biologiques, inspirent de nouvelles craintes. Les traités conclus récemment pour arrêter leur prolifération et les réduire sont des pas dans

la bonne direction, mais il est essentiel que tous les pays y adhèrent et que la vérification de leur application soit améliorée. Une action internationale est également nécessaire pour arrêter et renverser l'accumulation excessive d'armes classiques.

Les grands mouvements de population se poursuivront, qu'il s'agisse de réfugiés déplacés par la persécution ou de personnes cherchant à améliorer leur situation économique. Les scènes d'exil et de désespoir que nous voyons tous les jours à la télévision nous rappellent de manière saisissante qu'il reste beaucoup à faire. Les pays devront unir leurs efforts pour s'attaquer aux causes profondes des pressions migratoires; les palliatifs appliqués pour atténuer la pression ou pour endiguer la vague ne suffiront pas.

La montée du nationalisme comme idéologie politique place les progrès de la démocratie à la merci de l'intolérance. Nous devons mener une action internationale pour résoudre les problèmes reliés au traitement des minorités ethniques, religieuses et culturelles. Le Canada a beaucoup à offrir à la communauté internationale dans ce domaine.

Les volets politiques, sociaux et économiques des différentes questions environnementales doivent être étudiés comme composantes d'un tout. Les solutions que nous devons trouver aux nouvelles menaces écologiques ne seront pas toujours faciles à accepter. Le développement durable est la seule voie, à la fois pour les pays en développement mais aussi pour les pays industrialisés.

Sur le plan économique, nous faisons face à un changement explosif. Les progrès spectaculaires de la technologie déterminent des changements dans l'organisation de la production, les types d'investissement et les transferts financiers qui défient les cadres d'analyse et les formes de contrôle classiques. Mon collègue, le ministre du Commerce international, discutera plus à fond de ces changements et de leurs effets sur le Canada. Pour ma part, je ferai observer que les changements économiques, politiques et sociaux ne peuvent être dissociés; comme nous pouvons le constater en Europe de l'Est, ils s'entrecroisent, se chevauchent et, à l'occasion, s'opposent.

C'est avec cela en tête que nous désirons bénéficier de l'expérience et des connaissances des Canadiens et des Canadiennes. Nos compatriotes ont à coeur la politique étrangère de leur pays.

Nous devons écouter la population. C'est elle qui le mieux peut nous dire quelles sont les valeurs et les intérêts que ce pays doit promouvoir à l'étranger et quelles sont les meilleures contributions dont la communauté internationale peut le plus

bénéficier. De notre côté, nous devons veiller à partager avec les Canadiens et les Canadiennes les nouveaux changements survenant dans le monde.

La politique étrangère tient à coeur aux Canadiens et aux Canadiennes. Il est peu d'aspects de notre vie nationale qui ne soient directement ou indirectement touchés par ce qui survient hors de nos frontières. Le gouvernement s'occupe quotidiennement de ces questions et marque des progrès dans un certain nombre de dossiers.

Notre gouvernement veut une véritable enquête sur la politique étrangère du Canada. Nous voulons favoriser l'imagination et l'innovation. Nous voulons une politique étrangère fondée sur des idées et non sur des réactions improvisées.

Il est grand temps de remettre en question le fonctionnement des institutions et nos liens traditionnels et de nous débarrasser de procédures désuètes. Il est temps de déterminer un nouveau cap à suivre pour le Canada. Toutes nos nouvelles initiatives doivent faire preuve de pragmatisme, elles doivent être réfléchies et capables de donner un nouveau souffle de vie et d'espoir au système-monde.

Bien entendu, nos politiques devront être réalistes. Elles doivent refléter les valeurs et les intérêts des Canadiens et des Canadiennes. Nous ne pourrons pas, malheureusement, faire tout ce que nous voulons. Ainsi, des choix difficiles devront être faits. Nos ressources sont limitées et nous devons concentrer nos efforts là où notre contribution aura le plus d'impact.

Bien que nous ne déclarions aucun tabou dans cet exercice d'examen de la politique étrangère, nous devons cependant, en tant que gouvernement, dresser les grandes lignes de cette politique. Le gouvernement entend poursuivre son action dans les domaines suivants :

- promouvoir la paix et la sécurité internationales;
- définir la place du Canada dans un monde où le rôle des associations régionales est de plus en plus important; et
- faire le lien entre nos valeurs et nos intérêts, y compris nos intérêts économiques et commerciaux.



## Paix et sécurité

Le Canada a axé sa politique de sécurité autour de deux institutions multilatérales : l'OTAN, afin de contenir la menace d'expansion communiste et de protéger la démocratie, et les Nations Unies, afin de promouvoir les valeurs de dialogue et de coopération pour résoudre ou empêcher les conflits. La disparition du communisme a réduit l'importance de l'OTAN en tant qu'alliance militaire. Mais il reste encore beaucoup à faire pour l'OTAN. Dans cette Europe instable et au visage nouveau, l'OTAN doit se transformer en une organisation de sécurité collective tout en accueillant dans ses rangs les pays de l'Europe de l'Est.

Si l'OTAN a vu son rôle diminué au cours de ces dernières années, l'ONU, quant à elle, a dû faire face à une multitude de nouvelles demandes. Le Canada a grandement contribué à l'édification de l'ONU qui reflète d'ailleurs de nombreuses valeurs chères aux Canadiens et aux Canadiennes. Après 40 ans de quasi-paralysie, causée par la Guerre froide, l'on demande maintenant aux Nations Unies de jouer un rôle de plus en plus actif dans la recherche et le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Bien entendu, une telle transition n'a pas été facile. Loin de succomber à la tentation de la critique facile, nous devons admettre que l'on a demandé à l'ONU, presque du jour au lendemain, de jouer un rôle pour lequel elle ne s'est jamais préparée. L'on en vient même à se demander comment elle a pu travailler au cours de cette période éprouvante. Nous devons remercier le Secrétaire général, M. Boutros-Boutros Ghali, et saluer ses efforts remarquables.

Le Canada a été à la tête des appels pour une réforme profonde des Nations Unies. Nous devons faire preuve aujourd'hui de tout autant de courage, d'innovation et de détermination qu'au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, lorsque les nations du monde se sont unies pour créer les grandes institutions comme le Fonds monétaire international [FMI], la Banque mondiale, l'OTAN et l'ONU, chargées de construire un monde meilleur.

Ces institutions multilatérales, en général, nous ont bien servis. Cependant le contexte mondial, dans et pour lequel elles ont été conçues, n'est plus le même. Le monde est beaucoup plus complexe qu'il y a 50 ans. Il y a un nombre grandissant d'acteurs sur la scène internationale, représentant chacun des intérêts et des points de vue différents. Cependant, nous ne pouvons pas faire table rase et ignorer tous les apports significatifs de ces institutions internationales.

Ceci étant dit, nous ne devons pas avoir peur des idées nouvelles mais penser à de nouveaux mécanismes, flexibles et sensibles, qui nous aideront bien au-delà du tournant du siècle.

L'inertie des institutions a fait échec à la pensée créatrice. Nous reconnaissons que le monde est beaucoup plus complexe qu'il y a 50 ans; nous constatons que les pays sont beaucoup plus nombreux et qu'ils représentent un éventail d'intérêts et de perspectives beaucoup plus large; nous comprenons qu'il n'est pas possible de faire table rase et de recommencer à zéro, en faisant fi de l'importante contribution des organisations internationales.

Nous estimons cependant qu'il est temps, une fois encore, de favoriser l'éclosion des idées neuves au sujet des objectifs que nous voulons atteindre en tant que communauté internationale. Les Canadiens et les Canadiennes peuvent apporter une contribution déterminante à cet effort international, comme ils l'ont fait pour les Nations Unies il y a 50 ans. Nous pouvons miser sur nos compétences et notre expérience pour élaborer de nouvelles idées touchant :

- le rétablissement, le maintien et la consolidation de la paix;
- le contrôle des armes et le désarmement;
- les mécanismes d'arbitrage et de réparation à appliquer aux conflits infranationaux;
- la réforme des organismes spécialisés des Nations Unies dans les domaines économique, social et culturel;
- les mesures concrètes à prendre pour renforcer les organismes coopératifs de sécurité;
- le renforcement des mécanismes de développement multilatérales pour s'occuper du sous-développement chronique;
- la réaction aux désastres écologiques internationaux; et
- la réponse aux migrations internationales de populations.

Cette liste n'est pas exhaustive, mais elle indique les domaines dans lesquels le gouvernement estime que le Canada peut contribuer à changer quelque chose, et en mieux.

Maintenant que la Guerre froide est chose du passé, nous devons continuer à rassembler les nations du monde dans la recherche de la paix. Nous devons continuer à mettre en place les structures qui favorisent le dialogue et la coopération entre les nations. On me permettra de citer ces mots empreints de sagesse que prononçait le très honorable Lester Pearson dans son discours de réception du prix Nobel, en 1957 : « La meilleure défense de la paix ne réside pas dans le pouvoir, mais dans la suppression des

causes de la guerre et les ententes internationales qui assoiront la paix sur des fondations plus solides que la terreur de la destruction.»

### **La position du Canada dans le monde**

Dans ce nouveau contexte international, le Canada doit revoir ses priorités géographiques.

La fin d'un monde bipolaire et l'apparition de nouvelles puissances économiques ont contribué au développement de groupes régionaux. Les institutions régionales peuvent apporter de nombreux bénéfices au système international. Elles sont parfois le meilleur instrument de développement économique et de médiation.

Nous espérons que la puissance croissante de certains pays leur donnera la confiance et la détermination nécessaires afin de promouvoir une coopération entre régions sur un nombre important de questions internationales. Nous voulons établir des liens solides qui nous permettraient d'entamer un dialogue franc et ouvert sur nos préoccupations économiques, sociales et politiques ainsi que sur les droits de la personne.

Cependant, il se peut que ces régions se constituent en «blocs» hostiles et agressifs. Le Canada a beaucoup à apporter afin d'éviter une telle évolution. Les Canadiens et les Canadiennes connaissent l'importance du dialogue et de la coopération. Le gouvernement est déterminé à aider les pays du monde à adopter cette voie.

Pour ce faire, il nous faudra examiner nos priorités. Bien que nous soyons attachés à l'Europe par des liens historiques, culturels, politiques, économiques et de sécurité, nous devons nous demander dans quelle mesure ces liens seront affectés par le développement croissant de l'Union européenne. Celle-ci jouera un rôle de plus en plus important en Europe, ce qui amènera l'Amérique du Nord à revoir sa position envers le vieux continent.

L'Amérique du Nord va devoir ajuster sa présence et son influence dans une Europe qui se renforce et s'unifie.

Notre principale tâche, dans l'Europe d'aujourd'hui, consiste à bâtir les structures économiques et démocratiques et la sécurité en Europe de l'Est et en Europe centrale, y compris en Russie et en Ukraine, bien entendu.

Les dernières élections en Russie nous ont confrontés à de nouveaux défis. Les résultats des prochaines élections en Ukraine pourraient aussi être déterminants dans le progrès réalisé par ce pays. Nous avons déjà mentionné notre volonté de

développer des liens spéciaux avec l'Ukraine et annoncé des mesures précises à cet égard.

Il y a beaucoup à faire. Nous continuerons de coopérer étroitement à la promotion de la sécurité avec nos alliés traditionnels ainsi qu'avec nos nouveaux amis en Europe. Mais les rôles respectifs de l'Amérique du Nord et de l'Europe évolueront graduellement. Cette transition conduira à une relation renouvelée, aussi riche et aussi harmonieuse que celle que nous entretenions au temps de la Guerre froide, mais elle sera axée sur de nouvelles questions qui refléteront le nouvel environnement mondial.

De par sa géographie, le Canada est un pays d'Amérique du Nord. Nos relations avec les États-Unis sont pour nous d'une importance primordiale et nous avons déjà établi une atmosphère sérieuse pour la promotion de nos nombreux intérêts bilatéraux. Nous entendons poursuivre dans cette voie.

Les États-Unis sont eux aussi en train de s'adapter à une conjoncture qui évolue, chez eux comme à l'étranger, et nous partageons bon nombre de leurs préoccupations. Nous croyons que l'expérience canadienne, notre façon d'envisager le multiculturalisme en particulier, peut être utile aux Américains, au moment où ils élaborent de nouvelles perspectives, et nous avons hâte de coopérer d'une manière constructive avec nos voisins sur la scène internationale.

Cependant, ceci n'implique pas que nous allons compromettre nos intérêts en évitant à tout prix les différends entre nos deux pays. C'est ce que j'ai indiqué à mon homologue américain, M. Warren Christopher, lors de ma visite officielle à Washington, le mois dernier. Je lui ai clairement exposé nos préoccupations face aux efforts déployés par certains groupes aux États-Unis pour réduire nos exportations agricoles et d'autres produits.

J'ai aussi indiqué à M. Christopher que ce gouvernement est déterminé à poursuivre sa propre voie en politique étrangère. Notre désir de mettre un terme à l'embargo commercial américain contre Cuba est une manifestation claire de notre volonté. J'ai discuté de ce point avec mon homologue mexicain, M. Manuel Tello, lorsque j'ai visité le Mexique à la tête de la délégation canadienne au Comité ministériel mixte bilatéral.

Nous désirons développer encore plus nos liens avec l'Amérique latine. C'est avec beaucoup d'enthousiasme que nous voyons la possibilité de créer un véritable projet à l'échelle de l'hémisphère, qui irait de nos banquises jusqu'à la Terre de Feu.

Notre commerce et nos investissements représente un potentiel énorme. L'Accord trilatéral de libre-échange nord-américain [ALENA] nous indique la marche à suivre. Cependant, avant d'en

arriver à un tel projet, de nombreuses étapes doivent être franchies.

Nous voulons encourager un dialogue franc et honnête avec nos partenaires au sujet de nos problèmes communs et respectifs. Nous devons définir ensemble les résultats que nous comptons obtenir afin d'établir clairement nos priorités.

L'Organisation des États américains peut jouer un rôle décisif dans nos relations au sein de l'hémisphère et le Canada désire rendre cette organisation plus efficace et dynamique.

La création par ce gouvernement d'un poste de secrétaire d'État ayant la responsabilité de l'Amérique latine démontre notre intérêt pour la région. Ma collègue, l'honorable Christine Stewart, a déjà effectué deux voyages en Amérique latine afin de promouvoir les liens du Canada avec ses partenaires de l'hémisphère. Je lui laisserai le soin de parler plus en détail de nos objectifs. De plus, M<sup>me</sup> Stewart assume aussi la responsabilité pour l'Afrique. C'est à ce titre qu'elle dirigera la délégation bilatérale canadienne à la mission d'observation des élections en Afrique du Sud.

La région de l'Asie-Pacifique est devenue une puissance économique de tout premier ordre. Comme nous l'avons dit dans notre Livre rouge, notre prospérité économique dépend en partie de notre volonté de développer nos liens commerciaux avec les pays du bassin pacifique. Nous travaillerons sans relâche avec nos partenaires du secteur privé afin d'accroître les possibilités d'exportations pour nos entreprises. Nous nous attendons également à voir la région jouer un rôle de plus en plus actif en matière de politique et de sécurité, au fur et à mesure de l'accroissement de leur puissance économique.

Afin de marquer l'importance que nous accordons à cette question, nous avons aussi nommé un secrétaire d'État pour l'Asie-Pacifique. Je sais que l'honorable Raymond Chan a déjà pris des mesures pour favoriser les liens et les échanges du Canada avec les pays de la région et qu'il a l'intention de vous les exposer.

Avec sa côte Ouest ouverte sur le Pacifique, le Canada a intérêt à développer et à diversifier ses liens économiques et sociaux avec les pays de la région, comme l'a démontré le Premier ministre lors du dernier sommet de l'APEC à Seattle, en novembre dernier.

Les intérêts du Canada sont d'ordre mondial, Monsieur le Président, et nous continuerons à avoir une politique étrangère active et à l'image de nos intérêts. Le Canada a joué un rôle important au fil des ans dans la recherche de la paix. Nous participons activement au processus de paix au Moyen-Orient et

nous assumons la présidence du Comité de travail sur les réfugiés. Nous avons présidé une réunion à Montebello le mois dernier pour coordonner le travail de tous les groupes multilatéraux participant au processus de paix au Moyen-Orient. En Afrique du Sud, nous participons activement à la transition vers la démocratie. Ailleurs en Afrique, que ce soit bilatéralement ou au sein du Commonwealth ou de la Francophonie, nous travaillons activement avec les gouvernements et les ONG afin de contribuer au développement économique et démocratique de ces pays.

Nous continuerons à être actifs à travers le monde. Cependant, dans cette époque de contraintes budgétaires, notre rayon d'action ne peut plus être aussi large. Les changements survenus dans le monde et dans notre pays nous amènent à faire des choix douloureux. Si nous voulons avoir une politique étrangère cohérente et efficace, alors ces choix doivent absolument être guidés par notre volonté d'établir des mécanismes régionaux et interrégionaux qui nous serviront bien dans le nouveau siècle qui approche.

#### **Respecter les valeurs et les intérêts des Canadiens et des Canadiennes**

Nous sommes souvent confrontés à des arguments opposés en matière de politique étrangère. Ces arguments simplifient à l'extrême le débat que nous tenons ensemble. Nos valeurs de même que nos principes éthiques et moraux sont rejetés par les réalistes qui s'entêtent à voir une politique étrangère qui ne servirait que les intérêts économiques et politiques immédiats du pays. D'un autre côté, les idéalistes voudraient une politique étrangère axée uniquement sur la promotion stricte des droits de la personne et de leurs valeurs, tout en ignorant les autres intérêts, parfois capitaux, du Canada.

Monsieur le Président, il est beaucoup trop facile et dangereux de simplifier le débat de la sorte. Nous ne ferons alors que rendre la politique étrangère de ce pays aveugle. Nous devons reconnaître qu'une vision du monde aussi tranchée est mauvaise. Certes, nos intérêts économiques sont importants. Certes, nous voulons promouvoir les droits de la personne. Cependant, avons-nous le droit d'imposer l'un au détriment de l'autre?

L'insécurité, l'instabilité et la guerre sont néfastes au commerce international. Les droits de la personne, la démocratie et le bon gouvernement sont les meilleurs défenseurs de la paix et de la sécurité.

L'histoire nous démontre que le développement économique et le respect des droits de la personne vont de pair. L'accroissement de la prospérité est souvent ce qui déclenche les changements sociaux. Lorsque nous parlons de prospérité économique, nous

parlons aussi de commerce international et d'investissements. Il est clair que le développement du commerce international et des investissements est essentiel pour le Canada. Nous en dépendons pour notre propre développement, pour la création d'emplois et pour notre relance économique. Il y a donc une interaction complexe entre valeurs et intérêts, à la fois dans les pays en développement et chez nous, Monsieur le Président.

N'y-a-t-il pas moyen de mieux refléter nos valeurs et nos intérêts dans notre politique étrangère? N'y-a-t-il pas moyen de les associer? Pouvons-nous mettre en place des mécanismes économiques et politiques qui illustreront que la voie de la prospérité pour tous passe par les droits fondamentaux pour tous? Voilà un défi que j'aimerais lancer aux membres du Comité mixte, à nos partenaires participant au Forum ainsi qu'aux représentants des ONG que mes collègues et moi rencontrerons au cours de cette année.

Nous devons aussi tenir compte, dans notre exercice d'examen de la politique étrangère, de l'importance de notre présence culturelle à l'étranger. Nous devons reconnaître que cette composante de notre action internationale est aussi directement liée à nos efforts nationaux pour renforcer la créativité, l'innovation et le développement de nos ressources humaines.

Nous ne pouvons pas dissocier nos valeurs de nos intérêts. Il est absurde d'opposer réalisme et idéalisme : pareil débat ne nous mènera pas à une politique étrangère cohérente et indépendante. Le plus souvent, développement économique et changement social sont intimement liés. Le commerce international ne prospère pas dans un climat d'instabilité et d'agitation sociale. Les droits de la personne, la démocratie, la primauté du droit et le partage de la prospérité sont les meilleures garanties de paix et de sécurité.

Voilà qui m'amène à notre programme d'aide au développement. Les Canadiens et les Canadiennes sont fiers de leurs réalisations passées en matière d'aide au développement, mais ils ont des inquiétudes tant à propos de l'application du programme que de l'efficacité à long terme de l'aide. À un moment où les gouvernements et les sociétés sont aux prises avec les déficits, les dettes et les ajustements structurels, les pressions se multiplient pour la remise en question des programmes d'aide au développement, de leurs buts, de leur utilité. Les pays que nous aidons se voient également soumis à des pressions de plus en plus nombreuses pour prouver que l'aide produit des résultats, qu'elle a une valeur positive. Les pays en développement devront démontrer qu'ils ont adopté ou sont prêts à adopter les mesures sociales, politiques et économiques qui maximiseront l'effet des programmes d'aide au développement.

Nous allons revoir nos programmes d'aide au développement. Il est temps de se demander si nos programmes atteignent aussi bien que prévu les objectifs que nous leur avons fixés. Tout comme notre politique étrangère, peut-être méritent-ils d'être concentrés sur des questions prioritaires et spécifiques. Mais nous ne sommes pas les seuls à devoir examiner nos programmes. Les pays qui bénéficient de notre aide doivent, eux aussi, démontrer qu'elle est utile et qu'elle atteint ses objectifs. De plus en plus, ces pays devront nous démontrer qu'ils ont adopté, ou qu'ils adopteront, les mesures politiques, économiques et sociales nécessaires afin de faire fructifier pleinement les effets des programmes d'aide.

Les ressources dont nous disposons sont limitées. Nous devons faire des choix et nous devons convenir ensemble des lignes directrices qui nous guideront.

Nous croyons que le développement économique et social des pays en développement constitue un élément fondamental de notre propre sécurité. Les conséquences du sous-développement, tels que la croissance incontrôlée de la population, les ravages écologiques et les migrations massives de population ont un effet à long terme sur notre sécurité.

Dans ses énoncés de politique antérieurs, le gouvernement a reconnu l'interdépendance qui existe entre pays développés et pays en développement. À ceux et celles qui croient que nous devrions mettre un terme à nos engagements à l'égard des pays en développement parce que notre contribution ne change rien, je répondrai qu'il faut que nous changions quelque chose, sinon nous verrons augmenter le niveau d'insécurité, d'instabilité et d'incertitude, ce qui sera dangereux pour nous. Nous devons travailler chez nous et coopérer avec d'autres donateurs sur la scène internationale à faire en sorte que notre aide soit utilisée avec cohérence et de façon systématique, pour qu'elle rapporte le plus de bénéfices possible.

En conclusion, Monsieur le Président, nous ne devons pas nous laisser intimider par le rythme effréné des changements qui surviennent dans le monde. La fin de la Guerre froide ouvre en effet la voie à une ère de possibilités redoutables. Nous vivons encore, il est vrai, dans un monde dangereux. Les risques de guerre, de famine, de désastre écologique et de dénuement économique planent toujours à l'horizon. Toutefois, des événements majeurs, impensables il y a quelques années, ont fait naître un nouveau sentiment d'espoir; aussi doivent-ils nous inspirer tous, en tant que parlementaires qui prenons part au processus de décision démocratique dans notre pays. M. Nelson Mandela a été libéré de prison et mène à présent son parti aux premières élections démocratiques en Afrique du Sud. M. Lech Walesa, jadis électricien au chantier naval de Gdansk et chef syndical clandestin, est aujourd'hui le président



démocratiquement élu de la Pologne, tandis que M. Vaclav Havel, prisonnier politique et auteur dramatique, préside maintenant la République tchèque.

Monsieur le Président, je suis convaincu que les membres de cette Chambre connaissent fort bien les défis auxquels nous sommes confrontés et je suis confiant qu'ils sauront les relever. Ce gouvernement accorde une grande importance au rôle du Parlement dans cet exercice d'examen de la politique étrangère du Canada. Ce débat n'a pas lieu pour la forme : il vise à faire participer les parlementaires au processus de décision du gouvernement. Je ne suis pas en mesure de dire à cette Chambre quel visage prendra cette politique étrangère. C'est au Parlement et au Comité parlementaire de lui donner sa substance. Cependant, je suis sûr que mes collègues parlementaires respecteront les valeurs de tolérance, de respect et d'ouverture d'esprit des Canadiens et des Canadiennes. Je le répète, Monsieur le Président, les Canadiens et les Canadiennes sont fiers de l'apport de leur pays aux affaires du monde. Notre premier soucis doit être le maintien de notre présence sur la scène internationale et de notre tradition d'excellence.

Merci.